



LA VIE DE L'AMR 47

INAUGURATION DU MÉTHANISEUR DE SAINTE COLOMBE DE VILLENEUVE

3 exploitations agricoles se sont associées à la SEM Avergies de Territoire d'Énergie 47 pour que ce projet de 7.8 millions d'euros, subventionné par la Région, l'ADEME et GRDF, voit le jour. Le 12 juin dernier, le Maire Michel Bruyère, a pu accueillir les personnalités qui ont procédé à l'inauguration de ce méthaniseur à même d'alimenter 2000 foyers en biogaz.



FRÉGIMONT, INAUGURATION DE L'ÉGLISE SAINTE RAFFINE RÉNOVÉE



Cédric Bouet, sous-Préfet, secrétaire général de la Préfecture, a coupé le traditionnel ruban le 14 juin à la grande satisfaction du Maire, Alain Paladin. La rénovation d'un montant de 400000 euros a été possible grâce à la Fondation du Patrimoine, l'État, le Conseil départemental, la Communauté des communes du Confluent et des coteaux de Prayssas et la commune de Frégimont.



L'écrivain Alain Parailous a retracé l'histoire de cette église du XIe siècle qui serait, d'après certains, la plus ancienne du Lot-et-Garonne avec son style attribué au début de l'art roman.

FIN ANNONCÉE DU FINANCEMENT DU DIPLÔME UNIVERSITAIRE « CARRIERES TERRITORIALES EN MILIEU RURAL »

Courrier adressé par Christian Delbrel, Président du CDG 47, aux conseillers régionaux du département :

A l'attention de Mesdames et Messieurs
les conseillers régionaux de Lot-et-Garonne

Affaire suivie par : Johan JOURDAN Direction Générale des Services

Madame la Conseillère régionale, Monsieur le Conseiller régional,

En tant que Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne, je souhaite vous alerter sur les menaces qui pèsent sur les dispositifs de formation que le Centre de Gestion a mis en oeuvre depuis plusieurs années afin que nos communes puissent bénéficier de candidats aptes à occuper des postes de secrétaires généraux de mairie ou à exercer des métiers administratifs plus spécifiques.

Ces menaces sont concrètes puisqu'elles risquent de conduire en l'état à la suppression de ces dispositifs dès septembre 2025, en particulier le Diplôme Universitaire « Carrières Territoriales en Milieu Rural » qui est effectué en partenariat avec l'Université de Bordeaux (Faculté de Droit) depuis 2013 dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne.

Il s'agit d'un enjeu primordial puisque le métier de secrétaire général de mairie est en grande tension d'une part et que les maires des communes rurales ne peuvent agir efficacement sans leur concours.

Nous sommes confrontés à une double problématique financière et organisationnelle :

d'une part, le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, compétent en matière de formation professionnelle, a supprimé le dispositif « Initiatives territoriales » qui permettait jusqu'en 2025 de financer nos formations à hauteur de 60 % des frais pédagogiques, pour recourir exclusivement à compter du 1er janvier 2026 à des mécanismes de commande publique auxquels pourront seulement répondre des Organismes de Formation Certifiés Qualiopi ;

D'autre part, même si le Centre de Gestion et les communes trouvent des solutions pour autofinancer les dispositifs de formations concernés, France Travail ne prendra plus en charge les allocations chômage des demandeurs d'emplois pendant qu'ils suivront la formation, ce qui rend impossible leur mise en oeuvre. La perspective entrevue par le Conseil Régional aboutirait donc à confier à des organismes de formation privés et incompétents en matière de service public la possibilité de former des personnels aux métiers du service public local, ce qui inévitablement coûterait plus cher et ne serait pas adapté aux besoins des communes rurales.

Nous avons proposé d'autres solutions juridiques au Conseil Régional, notamment la coopération entre pouvoirs adjudicateurs prévue à l'article L.2511-6 du Code de la Commande Publique qui dispenserait de passation de marché public au vu des missions de service public de nos entités, mais pour l'heure cette proposition ne recueille pas l'assentiment des services régionaux.

Côté France Travail, le seul dispositif mobilisable demeure la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI), laquelle ne semble pas adaptée puisqu'il nécessite que chaque demandeur d'emploi soit retenu préalablement par une commune pour répondre à l'obligation de proposer un recrutement immédiat d'une durée minimum de 6 mois et de 20 heures /semaine.

Pris en étau entre ces deux couloirs administratifs, nos dispositifs de formation se trouvent ainsi menacés alors que, de l'avis de tous, ils ont fait leurs preuves, sont peu onéreux et répondent efficacement à une problématique dont la progression sera exponentielle dans les dix années à venir.

Après plusieurs mois de tractations, nous nous engageons aujourd'hui dans une impasse qui entraînera des conséquences sur le terrain communal.

Espérant que des solutions de dernière minute pourront être trouvées - comme le recours à des conventions public-public - je vous sollicite afin d'obtenir votre soutien afin que le bon sens et l'intérêt des communes l'emportent sur toute autre considération.

Bien entendu, je reste à votre disposition ainsi que les services du Centre de Gestion pour étudier toutes les hypothèses permettant de ne pas supprimer les formations au métier de secrétaire général de mairie en Lot-et-Garonne.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère régionale, Monsieur le Conseiller régional, mes salutations les plus respectueuses.

Le Président du CDG 47 , Christian Delbrel

L'AMRF RECUE PAR LA FNSEA



Le 2 juillet, Guy Clua accompagnait Michel Fournier, Président de l'AMRF, lors de la rencontre avec Arnaud Rousseau, Président de la FNSEA. L'AMR 47 souhaite avoir un autre point de vue sur l'agriculture d'aujourd'hui et échangera bientôt avec les représentants de la confédération paysanne du département.

L'AMRF À L'ÉLYSÉE



Le bureau de l'AMRF a été reçu le 2 juillet par Laurent Carrié, ancien Préfet du Gers et conseiller territoire du Président de la République. De nombreux sujets ont été évoqués :

Les cahiers de doléances, la loi Notre et le retour de 1 commune 1 voix dans les EPCI, les 151 territoires santé prescrits par l'ARS et les EPCI sans concertation des communes, le statut de l'élu, le financement des écoles, les villages d'avenir et l'ingénierie, la sécurité et la justice, le renforcement des TIG, la densification des communes rurales, les ENR et les trous dans la raquette, les réseaux et les postes saturés ou la baisse de la DGF.

LES ÉLUS RURAUX RELAIS DE L'ÉGALITÉ (ERRE)



Les Elus Ruraux à pied d'œuvre en Lot et Garonne.

Le dispositif E.R.R.E. en place depuis 2022 en Lot et Garonne.

Petit rappel :

L'action ERRE (Elus RURAL Relais Egalité) trouve sa justification dans une décision forte du Bureau de l'AMRF et dans un [rapport d'information sénatorial alarmant](#) concernant les conditions de vie de femmes vivants dans les milieux ruraux :

Ce rapport souligne que **la moitié des féminicides se produisent en milieu rural** alors que ces zones ne sont occupées que par un tiers de la population.

Les milieux ruraux sont reconnus comme étant des [amplificateurs d'inégalités](#).

Le Réseau ERRE, constitué par les Référents Municipaux désignés par leur conseil municipal, a vocation à s'appliquer à toute situation de Violences Intrafamiliales et de Discrimination rencontrée sur nos communes.

Les élus volontaires sont formés à accueillir la parole des victimes et à les orienter vers les structures d'accueil les plus adaptées :

- Formation à l'accueil, à l'accompagnement et à l'aide des victimes.
- Participation aux différentes animations proposées avec interventions d'experts.
- Mise en relation de l'ensemble des acteurs impliqués afin de travailler en complémentarité.

Durant le premier semestre 2025 trois animations ont été proposées :

- Mieux comprendre le phénomène d'addictions
- Le 3114 et la prévention Suicide
- La prostitution en milieu rural

Mieux comprendre ces problématiques devrait nous permettre de mieux appréhender les situations rencontrées sur le terrain au quotidien, d'acquérir des outils pour mieux accompagner les victimes et notamment les mamans solos gérant des ados .

Nous tenons à votre disposition les documents présentés par les experts qui nous ont accompagnés. Pour nous contacter :

Dominique Roman, référente départementale
Dominique.roman47@orange.fr - 0620773025.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT EN S'AMUSANT

Inscrivez votre équipe et rendez-vous à Trentels le 13 septembre



BANANA CRAFT
IT'S A PETIT PAS FOR THE SPORT, BUT A GRAND PAS FOR L'ENVIRONNEMENT

SAMEDI 13 SEPTEMBRE 2025
TRENTELS — LOT-ET-GARONNE

INSCRIS-TOI AU TOURNOI
ET VIENS TESTER 7 ÉPREUVES
AUSSI LOUFOQUES QU'INGÉNIEUSES

Avec ton groupe de potes, ton asso, tes collègues, tes cousins zinzins, ton club de sport... forme ton équipe de 10 personnes pour participer à un tournoi qui te fera transpirer du cerveau et des guiboles.

1. RAGBALL
À la croisée du rugby, du foot et du basket, tu marques... et tu pollues. Heureusement, le couturier des baleines veille au grain. Une partie en apnée de rire !

2. TIROTRI
Un tapis roulant qui accélère, des réflexes affûtés, et une équipe adverse prête à tout pour te faire dérailler... Un duel qui donne envie de chanter que le plastique « c'est pas fantastique » !

3. L'ODYSSÉE DES SAVOIRS
Coordination, réflexion et bon coup de pagaie : embarque sur un radeau de fortune pour une course de neurones sur le Lot.

4. BANANA FACTORY
Bienvenue dans l'usine du futur. On démonte, on reconstruit, on file à travers un mini-parcours commando pour créer des objets low-tech.

5. DRESSING SAFARI
Devant une montagne de textiles, vous découvrez les coulisses de la mode. Les consignes évoluent et deviennent de plus en plus pointues et absurdes !

6. COURSE CONTRE LA PANNE
Tu es un composant d'une machine vouée à l'obsolescence. On te recycle, on te démonte, on te rafistole. Un jeu digne de Mario Kart qui te fera crier (de joie).

7. COMPOST EXPRESS
Apporter, mélanger, recouvrir... Facile ? Pas tant que ça quand on traverse un univers vu à hauteur de lombric ! Préparez-vous à ramper, trier, et rigoler dans la peau d'un ver de terre pressé.

Et aussi...
Des expos et des conférences ;
un village enfants ;
des animations ;
des concerts ;
et plein de surprises à venir...

INSCRIS TON ÉQUIPE SUR
WWW.BANANA-CRAFT.COM



MESSAGE DE PIERRE JANNEAU, MAIRE DE SAINT PASTOUR

L'AMR 47 demande aux maires de participer à une vaste enquête sur le financement et la gestion des écoles dans le Lot-et-Garonne. Cette enquête a pour but de faire une photographie de la manière dont les communes appréhendent leur obligation légale de participer à l'organisation du service d'éducation primaire.

Lien concernant le maire d'une commune qui accueille une école ou adhère à un RPI :
<https://webquest.fr/?m=229616enquete-m1-sur-le-financement-et-la-gestion-des-ecoles-rurales-en-lot-et-garonne--m1>

Lien concernant le maire d'une commune sans école dont les enfants sont scolarisés dans une commune accueillante :
<https://webquest.fr/?m=229617enquete-m2-sur-le-financement-et-la-gestion-des-ecoles-rurales-en-lot-et-garonne---m2>

Merci pour vos retours.

LAVIE DE L'AMRF

BRÈVES

L'actualité de l'AMRF Le Bureau de l'AMRF a pu exprimer les priorités des maires ruraux auprès des conseillers du Président de la République.

Toute la semaine a été mise à profit pour sensibiliser les députés à améliorer fortement la proposition de loi sur le Statut de l'élu.

L'AMRF a participé aux travaux du Cese sur les temps de l'enfant dans le cadre de convention nationale sur le sujet

L'AMRF a été auditionnée au Sénat sur les CPTS, outils d'organisation des professionnels de soin.

Des représentants de l'AMRF ont participé au second comité de pilotage sur la publicisation des doléances.

ANCT

La réaction de l'AMRF à la proposition sénatoriale de supprimer l'agence

L'Association des maires ruraux de France dénonce avec vigueur la proposition du rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les agences, préconisant de supprimer l'Agence nationale de la cohésion de territoires (ANCT). Cette recommandation est déconcertante et malvenue. Plutôt que de fragiliser les dispositifs existants, les élus ont besoin de continuité, à l'image du programme Villages d'avenir, dont le Premier Ministre a rappelé la pertinence lors du dernier Comité interministériel aux ruralités dans les Vosges le 20 juin.

[Communiqué de Presse](#)

STATUT DE L'ÉLU

Examen du texte en séance publique le 7 juillet

La proposition de loi n°136 *créant un statut de l'élu* sera examinée à l'Assemblée nationale le 7 juillet, en séance publique. C'est maintenant que tout va se jouer ! Merci de transmettre à vos députés ces amendements reprenant les propositions de l'AMRF.

[Modèle de courrier/mail de l'AMR aux députés](#)

[Liasse d'amendements AMRF](#)

INGÉNIERIE

L'Etat (ré)ouvre enfin l'option des VTA

Promesse du Plan France Ruralités, le dispositif de soutien financier de l'Etat au recrutement de Volontaires Territoriaux en Administration sera enfin accessible pour 2025 à partir de juillet, suite à l'intervention de Michel Fournier lors du dernier CA de l'ANCT. N'hésitez pas à saisir votre préfecture en attendant l'ouverture formelle de la plateforme.

Pour rappel, le VTA vise à renforcer les compétences en ingénierie des collectivités rurales en soutenant le recrutement d'un jeune volontaire (18-30 ans), via une aide forfaitaire de 15 000€ pour un contrat de 12 à 18 mois. Depuis son lancement en 2021 dans le cadre de l'Agenda rural, 880 VTA ont été recrutés.

[Courrier de Françoise Gatel aux préfets](#), [Le site générique](#)

MUNICIPALES 2026

Le mode de scrutin nouveau expliqué de A à Z

L'Association des maires ruraux de France aide les communes de moins de 1 000 habitants à préparer au mieux la mise en oeuvre du nouveau mode de scrutin. Ici la présentation complète de l'Etat faite devant 800 maires ruraux . Vos questions à catherine.leone@amrf.fr

[Présentation par le Bureau des élections du ministère de l'Intérieur](#)

[Note de la DGCL sur le scrutin de liste paritaire](#)

[Replay du Webinaire Scrutin de Liste](#)

[Le "mode d'emploi" publié dans le 36000](#)

URBANISME

Des mesures positives pour les communes

L'Assemblée et le Sénat ont trouvé un accord sur la proposition de loi de simplification de l'urbanisme qui favorisera la construction de logements, facilitera les projets de développement local, répondra à plusieurs difficultés et reformera les procédures des PLU. Le texte devrait être définitivement voté la semaine prochaine et l'AMRF fera une synthèse des mesures dans votre prochain Net-Infos.

ASSURANCE

Ouverture d'un outil pour le maire

Face au constat d'un nombre toujours plus grand de collectivités qui ne réussissent pas à reconduire leur contrats d'assurance, l'Etat, par la voix des ministres Eric Lombard et François Rebsamen, a annoncé l'ouverture de "CollectivAssur" dès le 1er juillet 2025. Grâce à des prestations de conseil, d'accompagnement, de formation et d'évaluation, cet outil apporte un soutien renforcé et personnalisé aux collectivités sur l'ensemble du territoire.

[Communiqué de presse](#)

[La cellule CollectivAssur](#)

TOURISME

Explorez la dynamique touristique de votre territoire

Le Portail d'Accès National aux Données Airbnb (PANDA) est un outil dédié aux collectivités locales pour accéder en quelques clics aux données et tendances observées en matière de logements sur Airbnb à l'échelle de votre commune, EPCI ou département, en 2023. Par ailleurs, Airbnb encourage les élus et leurs services à se rendre sur le site Internet le Hub Réglementaire ou les contacter directement par mail à territoires@airbnb.com afin d'avoir des informations sur la réglementation en vigueur pour les locations de courte durée en France, notamment pour garantir la sécurité et la tranquillité dans le voisinage

[Accédez aux données Airbnb](#)

[Hub réglementaire](#)

FORMATION

La première session de formation de l'IHEMRu

Initié par la Parlement rural dont l'AMRF est membre fondatrice, l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux (IHEMRu) a ouvert les inscriptions de sa formation d'excellence destinée à mettre en lumière les potentiels des territoires ruraux et les stratégies pour les valoriser. Au programme : neuf modules de deux jours (d'octobre 2025 à juin 2026) animés par un conseil scientifique d'universitaires et d'experts reconnus, dont quatre immersions collectives.

[Plus d'informations](#)

[Candidater](#)

ATTRACTIVITÉ

10 essentiels pour accueillir les porteurs de projet

La Banque des Territoires présente une méthodologie et des outils concrets pour attirer et accueillir les porteurs de projets économiques dans vos territoires ruraux.

[Découvrir le guide](#)

PATRIMOINE

Prix "Patrimoine & Architecture" : changement de la date de clôture du dépôt de dossier

L'association nationale Maisons Paysannes de France organise chaque année le Prix "René Fontaine, Patrimoine & Architecture". Cette année, la date de clôture de dépôt de dossier de candidature a été reportée au 15 Juillet 2025. Ce concours est l'occasion de valoriser et récompenser tous ceux qui ont tenté l'aventure passionnante d'une restauration contemporaine.

[Plus d'informations](#)

[Communiqué de presse](#)

ECOLE

Un cadre de coopération et de dialogue entre Maires ruraux et Education nationale

Le Président de l'AMRF a signé un protocole d'accord avec le Ministère de l'Education nationale posant "*un cadre de coopération, de dialogue et une relation de confiance pérenne*". Cette convention est un outil pour chaque maire, dans ses échanges avec l'Education nationale. Elle a en outre vocation à se décliner localement, entre AMR et Dasen.

Voir la [convention nationale](#)

CULTURE

Les Nuits de la lecture reviennent du 21 au 25 janvier 2026

Les 10^e Nuits de la lecture, organisées par le Centre national du livre sur proposition du ministère de la Culture, se tiendront du 21 au 25 janvier 2026, du mercredi au dimanche. Le public sera invité à se réunir à l'occasion de milliers d'événements physiques et numériques autour du thème "Villes et campagnes".

[Plus d'informations sur le site des Nuits de la lecture](#)

NUMÉRIQUE

Rendez-vous à Ruralitic dans le Cantal

La 20ème édition de RURALITIC se tiendra les 27 et 28 août à Aurillac, dans le Cantal. Le rendez-vous national des élus ruraux et de l'innovation propose un voyage dans le temps et dans nos campagnes.

[S'inscrire](#)

[Voir le programme](#)

FINANCE PUBLIQUE

Péréquation 2025 : 7,3 Mds € redistribués dans le bloc communal

Le pré-rapport OFGL 2025 révèle que les flux nets de péréquation représentent 101 €/habitant, soit 7,3 Mds € pour les communes et EPCI ; pour 75 % des communes le solde pèse plus de 8,5 % de leurs recettes de fonctionnement. Le dossier détaille les profils des territoires les plus bénéficiaires ou contributeurs et met en regard ces écarts avec leurs résultats financiers 2024.

[Plus d'informations](#)

ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE

Enquête annuelle de la SCET

Le groupe SCET (Banque des territoires) réalise une étude consacrée à l'analyse de la mise en œuvre du ZAN. Vous êtes invités à répondre à cette enquête nationale pour faire entendre votre voix. Moins de 5 minutes pour répondre à l'enquête composée d'une quinzaine de questions.

[Répondez en cliquant ici](#)

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

DPE : feu vert pour la loi Cazenave et calendrier des nouveaux garde-fous anti-fraude

Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel du texte avec notamment des sanctions alourdies pour les accompagnateurs et mandataires frauduleux. Par ailleurs, un décret anti-fraude aux aides énergétiques sortira en septembre 2025. Un annuaire des diagnostiqueurs sera mis en ligne dès l'été.

[Plus d'informations](#)

INGÉNIERIE

Covoiturage : structurer un service partagé efficace

Vous envisagez de lancer ou d'étendre un dispositif de covoiturage sur votre territoire ? Nous pouvons vous orienter vers les référentiels techniques, les retours d'expérience réussis et les subventions spécifiques (Fonds vert, Certificats d'économie d'énergie, appels à projets régionaux) pour bâtir un service adapté aux besoins locaux.

Pour en savoir plus, contactez maxime.machurat@amrf.fr

Finances locales : repérer les leviers budgétaires ruraux

Vous préparez votre prochain budget et cherchez les dotations, appels à projets ou prêts bonifiés réservés aux communes rurales ? Nous vous aidons à identifier rapidement les fonds mobilisables (DETR, DSIL, DSID, PVD, prêts Banque des Territoires) et à décrypter les critères qui maximisent vos chances.

Pour en savoir plus, contactez maxime.machurat@amrf.fr

Osez l'investissement dans le photovoltaïque sans impacter votre budget

Il est possible de développer la consommation d'électricité verte sans que cela ne lui coûte rien. Ainsi, l'AMRF référence les opérateurs finançant, exploitant et raccordant des installations photovoltaïques à votre demande et dans cette optique.

Pour en savoir plus, contactez charlie.fournier@amrf.fr

Obtenez la délégation de la compétence eau et assainissement

Vous avez dû transférer à votre EPCI vos compétences eau et assainissement et souhaitez récupérer leur mise en œuvre. Si le re-transfert n'est pas possible, sachez qu'il existe un la re-délégation, aux conditions assez souples, vous permettant d'agir à nouveau. L'AMRF vous renseigne sur cette technique et les démarches à suivre pour s'en saisir.

Pour en savoir plus, contactez charlie.fournier@amrf.fr

SANTÉ

Une nouvelle loi pour renforcer l'accès aux soins

La loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation, récemment adoptée par le Parlement, est entrée en vigueur le 27 juin. Concrètement, elle prévoit de renforcer la territorialisation des besoins en formation, de lutter contre la "fuite des cerveaux" et de faciliter les reconversions de professionnels paramédicaux en médecins.

AGENDA

27 et 28 août - Rendez-vous à Ruralitic dans le Cantal

La 20ème édition du rendez-vous national des élus ruraux et de l'innovation numérique de RURALITIC se tiendra les 27 et 28 août à Aurillac, dans le Cantal.

[S'inscrire](#)

[Voir le programme](#)

26-27 & 28 septembre - Congrès national des maires ruraux de France dans la Vienne (86)

14 et 15 octobre - Les temps des ruralités

Colloque sur les services publics en zone rurale à Cluny. Au programme : mobilité, services publics, alimentation... Renseignement auprès de cedric.szabo@amrf.fr

Pour toute remarque ou renseignement : pierre-marie.georges@amrf.fr